

Déclaration du Parti communiste français

28 11 06

Les 9 et 10 décembre prochains, une très importante réunion nationale des collectifs unitaires pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes pour 2007 va se tenir. Elle aura pour tâche d'achever de construire un accord sur les objectifs, le programme et la candidature à la présidentielle. A l'approche de cette réunion, qui sera riche de l'apport de centaines voire milliers de délégué-es venu-es de toute la France, le débat sur la candidature à la présidentielle connaît une tension préoccupante. Dans cette situation, le Parti communiste entend appeler chacune et chacun à mesurer l'importance cruciale pour notre peuple de l'enjeu de la réussite du rassemblement que nous construisons toutes et tous ensemble, et à assumer ses responsabilités.

Notre entreprise collective – rassembler toutes celles et tous ceux, toutes les forces qui se sont engagés pour la victoire du « non » au référendum européen, et au delà toutes celles et tous ceux qui veulent enfin rompre dans notre pays avec les politique libérales – répond à une nécessité vitale pour notre peuple. Elle seule peut ouvrir l'espoir pour des millions d'ouvriers, d'employés, de précaires, de privés d'emploi, de jeunes qui souffrent et ont un besoin impérieux de changement concret immédiat, pour les femmes confrontées aux discrimination et aux violences, pour les étrangers vivant dans notre pays dans des conditions inhumaines, pour notre peuple qui se sent toujours davantage privé de parole et de possibilité de se faire entendre. Il y a urgence sociale. Il y a urgence politique. C'est pour cette raison que nous avons décidé ensemble de dépasser les clivages et les différences pour construire une solution politique crédible dont notre peuple puisse se saisir dès 2007 afin de bousculer la donne politique à gauche et ouvrir une alternative antilibérale.

Nous savons toutes et tous, depuis le début, que cette entreprise est difficile et exigeante. A chaque étape, des oiseaux de mauvais augures nous ont annoncé notre échec : les différences entre nous seraient trop grandes, notre rassemblement se briserait. Il n'en a rien été. La dynamique politique que nous avons collectivement contribué à créer a permis d'avancer. Sur toutes les questions, jusqu'à présent, même celles qui paraissaient les plus difficiles, nous avons réussi à dépasser les obstacles et à construire collectivement des choix communs. Et cette dynamique grandit. Des collectifs se créent par centaines dans tout le pays. Les meetings sont de plus en plus nombreux, enthousiastes, déterminés. L'espoir est en train de se construire.

Il nous reste à dépasser une difficulté qui n'est pas des moindres : celle de la candidature commune à la présidentielle. Nous connaissons depuis le départ la nature de cette difficulté : nous sommes divers, et le piège du présidentielisme nous oblige à ne choisir qu'un seul nom. C'est pourquoi nous nous sommes donnés des règles pour permettre là aussi de construire collectivement un choix commun. Or, depuis peu, des voix s'élèvent pour s'affranchir de ces règles et sommer le Parti communiste de retirer sa proposition. Toutes les autres candidatures pourraient être examinées, argumentées, évaluées. Mais celle de Marie-George Buffet devrait tout simplement être exclue d'office. Un appel intitulé : « La gauche antilibérale doit se ressaisir ! » a même été signé dans ce sens par des membres du Collectif national

d'initiative, parmi lesquels d'autres candidats – Clémentine Autain, Yves Salessse – et les délégations de plusieurs composantes de ce rassemblement.

Cet appel dramatise de façon outrancière les conditions de cette discussion. Il affirme que « la dynamique unitaire est aujourd'hui menacée » et cite la LCR, José Bové et le Parti communiste.

Or, quels sont les faits ?

- La LCR présente la candidature d'Olivier Besancenot en concurrence avec celle de la gauche antilibérale. Elle le fait parce qu'elle est en désaccord radical avec les objectifs et la stratégie que les collectifs unitaires ont décidé ensemble, par un consensus quasi unanime, le 10 septembre dernier;
- José Bové s'est retiré du rassemblement pour la présidentielle au motif que O. Besancenot était candidat, et que le Parti communiste maintenait sa proposition, pourtant soumise à discussion sans préalable ;
- le Parti communiste, dont les militantes et militants contribuent activement, depuis son origine, au développement du processus unitaire, met en débat la candidature de Marie-George Buffet dans le cadre de ce processus et dans le strict respect des règles de discussion qu'il s'est données.

Pourtant, cet appel les met sur le même plan. Ils porteraient de la même façon la responsabilité de la division des forces du 29 mai 2005 ! Ce texte propose en conséquence à José Bové et à Olivier Besancenot de rejoindre le rassemblement, en estimant que les divergences avec la LCR peuvent aujourd'hui être dépassées, et appelle le PCF à retirer la candidature de Marie-George Buffet.

Aussitôt adopté, cet appel, qui n'a été ni discuté ni même annoncé au Collectif national, a été largement mis en circulation et publié sur la page d'accueil d'un site Internet associé à celui des collectifs locaux. Cette façon de faire, qui ne donne pas une image bien reluisante de la politique, est préoccupante. Elle pose en tout cas deux très sérieux problèmes.

Le premier est de méthode. Nous avons décidé ensemble de construire un rassemblement citoyen où toutes les femmes et tous les hommes qui le veulent puissent participer aux débats et aux décisions. Nous avons élaboré la façon de discuter et de décider ensemble, avec notre diversité, en en faisant une richesse et une force. Certes, discuter et décider à plusieurs milliers de voix est une entreprise inédite, difficile. Nous inventons une forme nouvelle de la démocratie, assurés de la conviction que la seule façon de réussir est de faire confiance en celles et ceux qui voudront s'engager dans cette démarche.

C'est pourquoi les communistes font tous leurs efforts, depuis des mois, pour que le plus grand nombre possible de femmes et d'hommes rejoignent ou créent des collectifs, y mènent le débat, participent aux décisions. Elles, ils le font autour de eux, dans les milieux populaires et auprès des salariés des entreprises parmi lesquels elles et ils sont ancrés, et naturellement en mettant en mouvement dans ce sens le plus grand nombre possible d'adhérent-e-s du Parti communiste. Et cela serait, comme l'a prétendu J. Bové de façon très regrettable, une volonté de peser

abusivement sur le débat ? Mais c'est évidemment l'inverse. Tout le monde devrait se féliciter de ce que les communistes font cet effort, et avec succès. Tout le monde devrait en faire autant pour que notre rassemblement soit riche de dizaine de milliers d'hommes et de femmes de toutes les sensibilités de gauche : socialistes, républicaines, écologistes, d'extrême gauche, altermondialistes, etc. Il est dommage, très dommage que ce ne soit pas encore le cas.

Le second problème très préoccupant posé par cet appel est de fond. Car la question de la candidature n'est pas d'ordre personnel : elle est uniquement politique. Face à une droite et une extrême droite qu'il faut battre à tout prix en 2007, va-t-on laisser s'installer un centre gauche qui ne remettrait pas en cause les politiques libérales et qui n'aurait rien à craindre d'être flanqué d'une extrême gauche uniquement protestataire ? Ou va-t-on travailler réellement, dans la campagne électorale qui va s'engager, à ouvrir une autre voie à gauche, à construire l'espoir d'une victoire permettant de changer la vie ?

Il n'est pas vrai, comme le prétend l'appel, que la candidature de Ségolène Royal aurait fait disparaître par enchantement les désaccords avec la direction de la LCR. Il est préoccupant que cet appel n'appelle à nous rejoindre que J. Bové et O. Besancenot, ignorant de fait que notre rassemblement, s'il veut assumer sa vocation majoritaire, doit s'adresser aussi aux hommes et aux femmes qui, à gauche, notamment parmi les socialistes et les républicains du « non », ne nous ont pas encore rejoint.

La LCR ne cesse d'expliquer qu'elle ne partage pas l'objectif adopté le 10 septembre par les collectifs locaux qui a fixé cette ambition majoritaire à la gauche antilibérale. Mais le choix de la candidature socialiste ne change rien sur ce point, bien au contraire. Il rend plus indispensable que jamais de proposer à notre peuple de se saisir des élections de 2007 pour changer la donne à gauche en choisissant majoritairement, comme il l'a fait le 29 mai, une orientation politique antilibérale. C'est la raison pour laquelle Marie-George a lancé il y a quelques jours un appel solennel aux électrices et électeurs de toutes les sensibilités de gauche qui veulent que la gauche ne renonce pas à être la gauche, qu'elle soit porteuse de toutes les luttes pour la justice, la liberté, la paix, un autre mode de développement, pour notre peuple, nous devons nous adresser sans exclusive à toute la gauche, sur la base des propositions que nous avons élaborées ensemble.

C'est à toutes celles, tous ceux-là que la gauche antilibérale doit s'élargir. C'est aussi ce projet, cette ambition pour le rassemblement en construction que porte la candidature de Marie-George Buffet. Et c'est pourquoi, naturellement, les communistes continueront à en discuter sereinement dans tous les collectifs, et à la réunion nationale des 9 et 10 décembre.

Une grande force populaire peut se lever à l'appel de notre rassemblement lors des élections de 2007. Ne freinons pas la dynamique qui est en train de grandir par des tensions et des exclusives qui ne peuvent que nous tirer vers le bas. Nous dépasserons toutes les difficultés si nous faisons confiance à l'intelligence et au sens des responsabilités de notre peuple. Le Parti communiste appelle toutes les forces, toutes celles et tous ceux qui sont engagés dans cette construction à ne pas se laisser détourner de la discussion loyale, transparente, dans le respect de chacune et de chacun qu'ils mènent dans les collectifs locaux. Rejetons les exclusives et les

pressions. Que personne ne se laisse dicter son choix : faisons en sorte que la réunion des 9 et 10 décembre soit un grand moment de confiance où le choix de la démocratie sera porté jusqu'au bout. Alors, la gauche antilibérale se construira dans son unité préservée. Et nous réussirons.